

## Annexe 6

### DÉCLARATION SUR L'HONNEUR DE L'ENTREPRISE

#### Aides de minimis octroyées et à venir

## 1. Renseignements généraux

### 1.1. Numéro de l'entreprise

Numéro d'entreprise

□□□□-□□□□-□□□□

*Une entreprise qui occupe du personnel doit avoir un numéro d'entreprise. Ce renseignement est obligatoire. Si ce numéro n'est pas renseigné, votre demande ne pourra être traitée.*

### 1.2. Type d'entreprise

**Personne physique** (indépendant)

M./Mme. (nom et prénom) .....

Date de naissance □□/□□/□□

**Personne morale** (société)

Nom de la société .....

Forme juridique .....

### 1.3. Adresse

Adresse ..... Numéro □□□□ Boîte □□

Code postal □□□□ Localité ..... Pays .....

Téléphone □□□□□□□□□□ Fax □□□□□□□□□□ GSM □□□□□□□□□□

Courriel .....@.....

### 1.4. Compte bancaire

Intitulé complet du compte .....

Numéro 'classique'

□□□□-□□□□□□□□-□□

Numéro **IBAN**

IBAN ..... BIC.....

## 2. Personne de contact

M./Mme. (nom et prénom) .....

Fonction au sein de l'entreprise .....

Adresse ..... Numéro     Boîte

Code postal     Localité ..... Pays .....

Téléphone         Fax       GSM

Courriel .....@.....

## 3. Participations et composition du capital

### 3.1. Participations de fait ou de droit détenues dans d'autres entreprises

Si l'entreprise demanderesse détient des participations dans d'autres entreprises ou associations d'entreprises de manière telle qu'ensemble, elles peuvent être considérées comme étant une « entreprise unique »<sup>3</sup>, il est nécessaire de compléter le tableau ci-dessous.

N° d'entreprise	Dénomination/raison sociale	Forme juridique	Pourcentage du capital
<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> - <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> - <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	.....	.....	...%
<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> - <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> - <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	.....	.....	...%
<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> - <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> - <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	.....	.....	...%
<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> - <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> - <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	.....	.....	...%

### 3.2. Entreprises liées à l'entreprise demanderesse

<sup>3</sup> Sont notamment visées les entreprises liées en raison de la détention par une entreprise de la majorité des droits de vote ou du droit d'exercer une influence dominante dans le fonctionnement de l'autre entreprise en vertu d'un contrat ou d'une clause des statuts.

Il est nécessaire de compléter le tableau ci-dessous si une entreprise :

- a) a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de l'entreprise demanderesse OU ;
- b) a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance de l'entreprise demanderesse OU ;
- c) a le droit d'exercer une influence dominante sur l'entreprise demanderesse en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci OU;
- d) contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de l'entreprise demanderesse, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.

N° d'entreprise	Dénomination/raison sociale	Forme juridique	Cas de figure a), b), c) ou d)
□□□□-□□□□-□□□□	.....	.....	...%
□□□□-□□□□-□□□□	.....	.....	...%
□□□□-□□□□-□□□□	.....	.....	...%
□□□□-□□□□-□□□□	.....	.....	...%

#### 4. Activités de l'entreprise

Certains secteurs sont exclus du Règlement *de minimis*. Pour nous assurer que votre entreprise n'évolue pas dans l'un de ces secteurs, il est nécessaire de compléter le tableau ci-dessous :

Codes NACE 2008 <sup>4</sup>	Décrivez vos activités	Pourcentage du chiffre d'affaires
□□□□□	..... .....	...%
□□□□□	..... .....	...%

<sup>4</sup> Si vous ne connaissez pas le code NACE de vos activités, vous pouvez trouver un document renseignant les codes NACE 2008 à l'adresse suivante : [http://economie.fgov.be/fr/binaries/nacebel%202008%20FR-NL-DE\\_tcm326-246794.xls](http://economie.fgov.be/fr/binaries/nacebel%202008%20FR-NL-DE_tcm326-246794.xls)

□□□□□	.....	...%
	.....	
□□□□□	.....	...%
	.....	

## 5. Renseignements relatifs aux aides de minimis

Pour chaque nouvelle aide *de minimis* octroyée, il y a lieu de tenir compte du montant total d'aides *de minimis* octroyées au cours de l'exercice fiscal concerné mais aussi des deux derniers exercices fiscaux, afin d'apprécier si le montant cumulé de ces aides n'excède pas le plafond fixé par les Règlements *de minimis*.

Si les aides *de minimis* sont régies dans leur grande majorité par le Règlement (UE) n°1407/2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis*<sup>5</sup>, d'autres Règlements *de minimis* spécifiques coexistent avec celui-ci, dans les secteurs agricole<sup>6</sup>, de la pêche et de l'aquaculture<sup>7</sup>, ainsi qu'en ce qui concerne les Services d'Intérêt Économique Général ou « SIEG »<sup>8</sup>. Si l'entreprise évolue dans au moins un de ces secteurs, il convient de prendre en compte les Règlements spécifiques susmentionnés lorsque vous complétez le tableau ci-dessous.

Aux fins de vérifier si ce plafond fixé dans ces Règlements n'est pas dépassé, complétez le tableau ci-dessous relativement aux aides *de minimis* précédemment obtenues ainsi qu'aux aides *de minimis* en cours de traitement et ce, **en gardant à l'esprit la notion d'entreprise « unique » développée *supra*, au point 3<sup>9</sup>**:

<sup>5</sup> Règlement (UE) n°1407/2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis*, *J.O.U.E.*, 24 décembre 2013, L 352, p.1.

<sup>6</sup> Règlement (UE) n ° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* dans le secteur de l'agriculture, *J.O.U.E.*, 24 décembre 2013, L 352, p.9.

<sup>7</sup> Règlement (UE) n ° 717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture, *J.O.U.E.*, 28 juin 2014, L 190, p.45.

<sup>8</sup> Règlement (UE) n ° 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général, *J.O.U.E.*, 26 avril 2012, L 114, p.8.

<sup>9</sup> Sont donc visées tant l'entité bénéficiaire que les autres entités qui lui sont liées de manière telle qu'ensemble, elles constituent une « entreprise unique ».

**Aides précédemment obtenues :**

Date de décision	Entité bénéficiaire	Règlement de <i>minimis</i> concerné par la demande	Objet de l'aide	Pouvoir subsidiant	Référence	Montant en EUR
□□/□□/□□		<input type="checkbox"/> Général <input type="checkbox"/> Pêche <input type="checkbox"/> Agricole <input type="checkbox"/> SIEG	..... ..... ..... ..... ..... .....			...EUR
□□/□□/□□		<input type="checkbox"/> Général <input type="checkbox"/> Pêche <input type="checkbox"/> Agricole <input type="checkbox"/> SIEG	..... ..... ..... ..... ..... .....			...EUR
□□/□□/□□		<input type="checkbox"/> Général <input type="checkbox"/> Pêche <input type="checkbox"/> Agricole <input type="checkbox"/> SIEG	..... ..... ..... ..... ..... .....			...EUR
□□/□□/□□		<input type="checkbox"/> Général <input type="checkbox"/> Pêche <input type="checkbox"/> Agricole <input type="checkbox"/> SIEG	..... ..... ..... ..... ..... .....			...EUR

□□/□□/□□	<input type="checkbox"/> Général	.....	
	<input type="checkbox"/> Pêche	.....	
	<input type="checkbox"/> Agricole	.....	...EUR
	<input type="checkbox"/> SIEG	.....	
		.....	
			<b>TOTAL : .....EUR</b>

**Aides en cours de traitement :**

Date de la demande	Entité bénéficiaire	Règlement <i>de minimis</i> concerné par la demande	Objet de l'aide	Pouvoir subsidiant	Référence	Montant en EUR
□□/□□/□□		<input type="checkbox"/> Général	.....			
		<input type="checkbox"/> Pêche	.....			
		<input type="checkbox"/> Agricole	.....			...EUR
		<input type="checkbox"/> SIEG	.....			
			.....			
□□/□□/□□		<input type="checkbox"/> Général	.....			
		<input type="checkbox"/> Pêche	.....			
		<input type="checkbox"/> Agricole	.....			...EUR
		<input type="checkbox"/> SIEG	.....			
			.....			

---

	<input type="checkbox"/>	<b>Général</b>	.....	
			.....	
□□/□□/□□	<input type="checkbox"/>	<b>Pêche</b>	.....	
			.....	
	<input type="checkbox"/>	<b>Agricole</b>	.....	<b>...EUR</b>
			.....	
	<input type="checkbox"/>	<b>SIEG</b>	.....	
			.....	
			.....	

---

	<input type="checkbox"/>	<b>Général</b>	.....	
			.....	
□□/□□/□□	<input type="checkbox"/>	<b>Pêche</b>	.....	
			.....	
	<input type="checkbox"/>	<b>Agricole</b>	.....	<b>...EUR</b>
			.....	
	<input type="checkbox"/>	<b>SIEG</b>	.....	
			.....	
			.....	

---

	<input type="checkbox"/>	<b>Général</b>	.....	
			.....	
□□/□□/□□	<input type="checkbox"/>	<b>Pêche</b>	.....	
			.....	
	<input type="checkbox"/>	<b>Agricole</b>	.....	<b>...EUR</b>
			.....	
	<input type="checkbox"/>	<b>SIEG</b>	.....	
			.....	
			.....	

---

**TOTAL : .....EUR**

Je soussigné, ..... (nom et prénom), représentant légal en tant que ..... de l'entité (n° d'entreprise et raison sociale/dénomination) ....., autorisé légalement à engager l'entreprise, atteste sur l'honneur que la liste des renseignements mentionnés ci-dessous est exacte et complète.

Je déclare que mon entreprise est en règle avec les dispositions légales qui régissent mon activité :

- La législation environnementale
- La TVA
- L'ONSS (*déclarations multifonctionnelles DfmA, cotisations sociales*)
- Les contributions directes (*IPP, IPM, mais aussi des obligations relatives au précompte professionnel*).

Je m'engage à fournir les attestations relatives aux dispositions ci-dessus à la demande de l'administration.

Je m'engage à informer la Région Wallonne de toute aide *de minimis* qui me serait notifiée, pendant une période de trois ans, à dater de l'octroi éventuel d'une aide *de minimis*.

Je suis conscient que si les renseignements transmis par mon entreprise sont inexacts, les aides obtenues sur base de ceux-ci devront être remboursées.

Fait à ....., le ..... Signature,